

Série Sciences Économiques et Sociales

Épreuves communes d'admissibilité

Session 2025

SESSION 2025

COMPOSITION FRANÇAISE

Sujet commun : ENS Ulm – Lyon

DURÉE : 6 heures

L'usage de la calculatrice n'est pas autorisé

« L'écrivain ne dit que par une habitude prise dans le langage insincère des préfaces et des dédicaces : « mon lecteur ». En réalité, chaque lecteur est quand il lit le propre lecteur de soi-même. L'ouvrage de l'écrivain n'est qu'une espèce d'instrument optique qu'il offre au lecteur afin de lui permettre de discerner ce que sans ce livre il n'eût peut-être pas vu en soi-même ».

Marcel Proust, *Le Temps retrouvé* (1927) *A la Recherche du temps perdu*, Paris, Gallimard, coll. « Bibl. de la Pléiade », 1989, t. IV, p. 489-490.

En vous fondant sur des exemples précis, vous analyserez les enjeux et la pertinence d'une telle affirmation.

UHC 555

SESSION 2025

COMPOSITION DE PHILOSOPHIE

Sujet commun : ENS Ulm - Lyon – Paris-Saclay

DURÉE : 6 heures

L'usage de la calculatrice n'est pas autorisé

Aimer.

UHC 552

SESSION 2025

COMPOSITION D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Sujet commun : ENS Ulm – Lyon – Paris-Saclay

DURÉE : 6 heures

L'usage de la calculatrice n'est pas autorisé

Les femmes dans les sociétés européennes de 1918 au début des années 1980.

SESSION 2025

SCIENCES SOCIALES

Sujet commun ENS Ulm, Lyon, Paris-Saclay, ENSAE/INSEE/ENSAI

Durée : 6 heures

Aucun document n'est autorisé.

Pour les épreuves d'admissibilité, l'usage de calculatrices de poche à alimentation autonome, non imprimantes et sans document d'accompagnement est autorisé, une seule à la fois étant admise sur la table et le poste de travail.

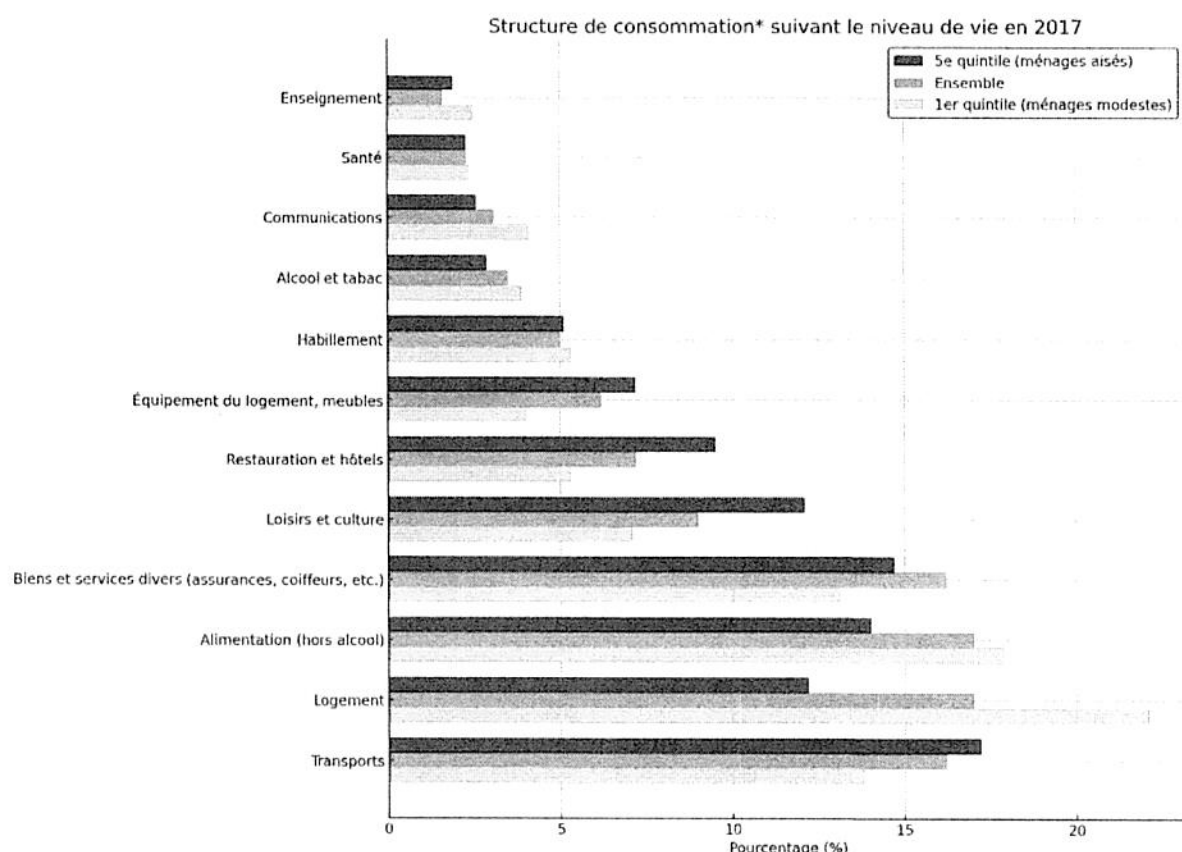
Le sujet comporte 11 pages

SUJET

L'alimentation : à quels prix ?

TOURNEZ LA PAGE S.V.P.

Document 1. Structure de la consommation des ménages



* Hors impôts, gros travaux, remboursements de prêts et prélèvements effectués par l'employeur, transferts financiers entre ménages.

Lecture : les 20 % des ménages les plus modestes (1^{er} quintile de niveau de vie) consacrent en moyenne 22,1 % de leur consommation aux dépenses de logement, contre 12,2 % pour les 20 % des ménages les plus aisés (5^e quintile).

Champ : ménages ordinaires, France.

Source : Insee, enquête Budget de famille 2017

Document 2. Ethnographie économique des dépenses d'un ménage populaire

Chaque début de mois, Émilie se rend à Leclerc pour faire des « *grosses courses* », elle y retourne quinze jours ou trois semaines plus tard. Elle dépense à chaque fois entre 200 et 220 euros. Jean-Luc [son frère], lui, s'occupe des courses intermédiaires (les « *petites courses* »), d'environ 20 euros, une fois par semaine environ, à Match ou Lidl, en fonction du repas du jour. Ils font en outre chaque mois des achats chez Maximo (entreprise de vente de produits alimentaires à domicile) pour un montant d'environ 150 euros. Ils y achètent la plupart des produits encombrants comme la lessive ou le lait (elle en commande par exemple 48 litres par mois mais est obligée d'en acheter en complément à Leclerc). Elle se fait également livrer des surgelés tous les deux mois pour environ 130 euros. Leur budget alimentation avoisine donc les

705-745 euros mensuels. (...) Pour autant, ils font preuve d'une certaine expertise en matière de consommation alimentaire : Émilie connaît la plupart des prix des produits au dixième près, elle ne se laisse pas abuser par les promotions et se réfère pour choisir (et comparer) uniquement au prix au kilo. Elle précise même que chez elle c'est « *une sale manie de regarder le prix du kilo...* ». Elle fait ses courses à Leclerc parce qu'elle « *trouve que c'est un magasin pas cher* » et que les produits y sont de bonne qualité. Elle y achète en priorité la marque « *Repères* » (ou « *Ecoplus* » lorsqu'elle existait encore), celle qui indique les produits de la marque Leclerc parmi les moins chers du rayon. Mais, elle continue de comparer les prix des autres grandes surfaces : « *même quand j'achète du produit à sol, j'achète Vigor, je vais comparer les prix avec Cora, Carrefour, à Leclerc c'est 1,70 euros les 1,250 litres* », et modifie son lieu d'achat pour certains produits en fonction du rapport qualité-prix offert. Ainsi, le plus souvent, les Malburet achètent leur viande « *dans un magasin exprès, une boucherie hallal* » parce que « *la viande elle est meilleure et elle est pas chère* ». Cette régularité et cette connaissance quasi professionnelle des prix du marché permettent à Émilie, lorsqu'elle envoie son frère Jean-Luc faire les « *petites courses* », d'établir la liste de ce qu'il doit acheter et de lui donner l'appoint : « *On fait la liste et on regarde pour combien on en a, on donne l'argent à Jean-Luc et il va faire les courses* ». Il y dépense en moyenne une vingtaine d'euros. De même, lorsqu'elle va à Leclerc, pour les « *grosses courses* », elle sait qu'elle y dépense toujours à peu près la même chose, entre 200 et 220 euros, et de toute façon, s'autolimite en n'emportant « *pas plus de 300 euros* ». Cette restriction fonctionne d'ailleurs comme les « *enveloppes* » à la semaine des méthodes de grands-mères (...), mais n'est ni pensée ni définie de la sorte. La « *liste* », tout comme le fait d'acheter en ayant en tête des « *menus* » pour la semaine (ou le mois) ou d'attribuer une « *somme* » déterminée pour ces dépenses, apparaissent en cela comme des instruments de prévision et de contrôle des comptes non recensés par les accompagnateurs budgétaires et pourtant très répandus et jugés efficaces en pratique parmi les ménages que j'ai rencontrés. Émilie joue également à plein le jeu des économies d'échelles en achetant la plupart des produits en grande quantité ou « *par gros lots* » parce qu'ils sont « *une famille nombreuse* ». Lorsqu'elle se rend à Leclerc, elle achète ainsi « *en gros* » tout aussi bien la viande (« *la dernière fois j'ai acheté un gros rôti de porc, il était à 2,30 euros le kilo, j'en ai acheté 7 kilos !* »), la charcuterie – elle achète par exemple deux kilos de jambon à chaque fois – ou les produits d'hygiène (elle achète du shampoing ou du gel douche par lot de 6 bidons).

Source : Extraits de Ana Perrin Heredia, *Logiques économiques et comptes domestiques en milieux populaires. Ethnographie économique d'une « zone urbaine sensible »*, Thèse pour le doctorat de sociologie, Université de Reims, 2010

Document 3. Les déterminants de l'achat bio

Tableau 2. Odds-ratios pour l'achat d'au moins un produit issu de l'agriculture biologique au cours des 12 derniers mois

	Agriculture biologique
Femme seule	1
Homme seul	0,51***
Couple	1,10
couple + enfants	1,15
Revenu : 15% supérieurs	1,00
Revenu : 30% moyen +	0,77**
Revenu : 40% moyen -	0,58***
Revenu : 15% inférieurs	0,50***
Zone rurale	1,00
Ville <20 000 h.	1,23**
Ville 20 000-200 000 h.	1,23**
Ville >200 000 h.	1,42***
Paris banlieue	1,50***
Diplôme < Bac	1,00
Bac	1,23**
Bac +2	1,29**
>Bac +2	1,69***
20-29 ans	1,00
30-39 ans	1,46***
40-49 ans	1,77***
50-59 ans	1,98***
60-69 ans	2,24***
>69 ans	1,98***
Constante	1,10
N	6946

* $p < 0,05$, ** $p < 0,01$, *** $p < 0,001$

Note : tableau présenté sur un poster au congrès du *Food study group* de la *British Sociological association*. À Londres, juillet 2010, à partir des données Kantar 2007.

Lecture : le rapport de chances (avoir acheté au moins un produit bio/ne pas avoir acheté) pour un ménage composé d'un homme seul est la moitié de celui pour un ménage composé d'une femme seule. Autrement, dit, les hommes seuls ont deux fois moins de chances d'acheter un produit bio que les femmes seules, les autres variables étant tenues constantes.

Source : Extraits de Sophie Dubuisson-Quellier, Séverine Gojard, Marie Plessz, « Dispositifs et dispositions de la consommation. Retour sur une enquête contemporaine articulant méthodes qualitatives et quantitatives », *Les Études Sociales*, 2019/1 (n° 169), p. 133-152.

Document 4. Régime alimentaire et mortalité, comparaisons par pays

Tableau 3 – Mortalité pour 100 000 habitants principalement imputable au régime alimentaire : comparaison européenne

France	Espagne	Suisse	Pays-Bas	Italie	Suède	Royaume-Uni	Allemagne	Europe centrale
39,8	37,4	44,2	45,8	49,7	56,5	57,1	63,4	144,5

Note : les chiffres sont ici, pour les besoins de la comparaison, corrigés des différences de structure par âge, l'objet premier du tableau étant de comparer différentes régions du monde.

Source : extraction de la base de données Global Burden of Disease, chiffres pour 2019

Tableau 4 – Mortalité pour 100 000 habitants principalement imputable au régime alimentaire : comparaison internationale

France	Monde	Pays de l'OCDE	Japon	États-Unis	Amérique latine et Caraïbes	Afrique subsaharienne	Inde	Chine	Afrique du Nord & Moyen-Orient	Russie
39,8	101,0	58,0	31,7	70,7	70,8	96,6	112,7	115,1	125,8	180,4

Note : les chiffres sont ici, pour les besoins de la comparaison, corrigés des différences de structure par âge, l'objet premier du tableau étant de comparer différentes régions du monde.

Lecture : pour 100 000 habitants, on compte 39,8 décès imputables à l'alimentation en France (après correction de la structure par âge de la population).

Source : extraction de la base de données Global Burden of Disease, chiffres pour 2019

Source : France Stratégie, *Pour une alimentation saine et durable. Analyse des politiques de l'alimentation en France*, Rapport pour l'Assemblée nationale, septembre 2021, page 114.

Document 5. Institutions, « autonomie » des marchés et prix : la PAC

Issue du traité de Rome signé en 1957 et mise en œuvre dès 1962, la Politique Agricole Commune (PAC) a pour ambition d'augmenter la productivité du secteur agricole, d'améliorer le revenu des agriculteurs et des agricultrices comme l'approvisionnement à prix raisonnable des consommateurs et consommatrices. [...] Jusque dans les années 1960, l'économie laitière européenne, et notamment française, est encore peu industrialisée. En France, la part de la transformation fermière est de 48 % en 1960 et encore de 38 % en 1966, si bien qu'à cette époque, les industriels du secteur peuvent manquer de matières premières. Pour que l'industrie laitière se rationalise, il faut donc développer la collecte de lait pour ainsi rentabiliser les outils de transformation industrielle. Inciter les éleveurs à vendre leur lait aux industriels n'est toutefois pas chose facile du fait d'un prix peu attractif. Les pouvoirs publics ont donc incité les laiteries industrielles à augmenter le prix payé aux éleveurs et aux éleveuses. Pour ce faire, ils ont cherché à avoir prise sur la marge de ces industries. Ce fut chose faite en organisant le rachat des produits laitiers industriels les moins valorisés sur le marché : la poudre de lait écrémé et le beurre. Ces rachats publics correspondent, dans le langage communautaire, aux mécanismes « d'intervention » financés par le Fonds européens d'orientation et de garanties agricoles (Feoga).

Le Conseil européen décide du niveau des aides. Les organismes d'intervention de chaque pays (le Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (Forma) en France) ont l'obligation d'acheter, au prix d'intervention, la totalité des produits qui leur est proposée par un industriel de la Communauté économique européenne (CEE), sous la seule réserve que le produit réponde aux normes de qualité européennes. Le Forma doit ainsi stocker ou faire stocker par les entreprises privées (contre des aides au stockage) le beurre et la poudre de lait. Les quotas de production mis en place en 1984 ont limité les volumes ainsi rachetés. Ce « prix d'intervention » organise l'ensemble de la filière sur cette période. En effet, il rend économiquement supportable la mise en œuvre par les industriels d'un « prix indicatif », défini politiquement, pour le lait collecté aux éleveurs et éleveuses [ministère de l'Agriculture, 1966]. Ces prix administrés, pensés ensemble, permettent *in fine* aux pouvoirs publics de contrôler la répartition de la valeur ajoutée entre les différents protagonistes de la filière laitière.

Les aides étant ciblées sur le lait collecté par les laiteries industrielles, ce sont les agriculteurs et les agricultrices livrant de grosses quantités qui sont privilégiés. Ces aides poussent de fait à la concentration de la production et à l'intégration de l'ensemble des producteurs et productrices aux circuits industriels par lesquels transitent les aides. Le cycle

productiviste ainsi initié aboutit toutefois rapidement à une production structurellement excédentaire. Le Forma organise non seulement l'achat au prix d'intervention et le stockage, mais il régule également à l'époque l'écoulement des excédents ainsi constitués. Il dispense pour cela des aides aux exportations (appelées « restitutions »). Attribuées à toute entreprise de commerce international de produits laitiers, ces aides sont calibrées pour combler l'écart entre les prix pratiqués sur les marchés internationaux et les prix, généralement supérieurs, en vigueur sur le territoire communautaire.

Au sein de la Communauté européenne, la légitimité des mécanismes de la PAC est remise en cause au début des années 1980 en raison des coûts inhérents à la gestion de ces excédents agricoles (coûts du stockage et des aides aux exportations). Pour répondre à ces difficultés, les Européens optent dans un premier temps pour des politiques de contingentement de l'offre, les fameux « quotas laitiers ». Le mécanisme d'intervention reste opérant, mais uniquement pour les volumes situés en dessous de ce seuil. Au-delà, les acteurs et actrices sont laissées à eux-mêmes sans appui public dans la commercialisation de leurs produits.

À partir du début des années 1990, c'est la relation du marché communautaire avec les marchés agricoles internationaux qui se trouve progressivement transformée. Les droits de douane deviennent dans un premier temps fixes, ce qui limite la capacité politique de la Communauté à contrôler les importations alimentaires – même si celles-ci restent encore contingentées. Finalement, ce sont les aides aux exportations qui sont peu à peu remises en cause. Le commerce interne à la Communauté se trouve ainsi mis en relation avec des marchés internationaux délestés des stocks européens qui fondent littéralement à partir de la fin des années 1980. À partir du milieu des années 2000, les formes d'accumulation du profit commercial vont donc radicalement changer du fait de la libéralisation progressive de la PAC. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication permettent une meilleure diffusion des prix pratiqués dans les différentes zones de production à l'échelle mondiale et participent à la transformation du raisonnement commercial. Dans un contexte commercial transformé, le raisonnement spéculatif (stratégie s'appuyant sur l'anticipation de variations de prix dans le temps) devient central dans un contexte où les intérêts privés se retrouvent bien moins modérés par les outils commerciaux de la puissance publique.

Source : Extraits de Samuel Pinaud, « Libéraliser l'économie agricole européenne. Une analyse polanyienne », *Revue Française de Socio-Économie*, 2022.

Document 6. Alimentation et système de production

En termes économiques, les ressources nécessaires à l'agriculture et à l'alimentation sont les sols, l'eau, les semences, les engrais et pesticides, le travail et le capital¹. Chaque système agricole se caractérise par une combinaison particulière de ces ressources, non seulement quantitativement mais aussi qualitativement. (...) L'agriculture paysanne produit 70 à 75% de la nourriture consommée mondialement sur un quart des terres cultivées, alors que l'agriculture industrielle en produit de 25 à 30% sur trois quarts des terres cultivées². De plus, parmi ces 25-30 % de production industrielle, 4 % vont à la nourriture animale, 23% sont perdus (dans le transport, le stockage, ou finissant dans les poubelles des consommateurs), 9 % sont dédiés aux agrocarburants ; seulement 24 % vont directement dans les assiettes des gens, c'est-à-dire 6-7 % de la nourriture mondialement produite. Ainsi, pas besoin d'OGM ni d'agriculture connectée pour augmenter la quantité de nourriture au niveau mondial : il suffirait de modifier l'affectation des sols en faveur des petites fermes familiales et d'arrêter de toute urgence le développement des biocarburants, bioplastiques et autres produits biosourcés. Si l'on allouait ne serait-ce que 50 % des terres cultivées à l'agriculture paysanne, au lieu des 25 % actuels, on doublerait presque la quantité de nourriture produite mondialement³. Par ailleurs, l'agriculture industrielle est très gourmande en capital, et le devient de plus en plus avec l'extension de l'agriculture connectée. Cela induit un cercle vicieux, puisque plus les investissements dans les exploitations sont importants, plus celles-ci doivent s'agrandir pour amortir ces dépenses, et plus elles sont grandes, plus elles doivent mécaniser : les petites fermes ne peuvent soutenir la compétition et disparaissent. (...) Là aussi, une réaffectation des ressources en capital permettrait de rendre l'agriculture paysanne plus productive et plus résiliente en approfondissant les connaissances sur le fonctionnement des agroécosystèmes. (...) L'agriculture industrielle consomme la grande majorité des ressources et nourrit un tout petit nombre de gens, alors que c'est l'inverse pour l'agriculture paysanne. En plus, cette nourriture industrielle est de mauvaise qualité, pauvre en nutriments (selon les espèces, entre 5 et 40 % de moins que des espèces cultivées dans les petites fermes) et à l'origine de graves problèmes de santé publique (diabète de type 2, maladies cardiovasculaires, obésité et bon nombre de cancers dus aux pesticides, engrais synthétiques et autres perturbateurs endocriniens).

¹ En termes agroécologiques, ce sont le soleil, le gaz carbonique, l'azote, l'eau et les minéraux.

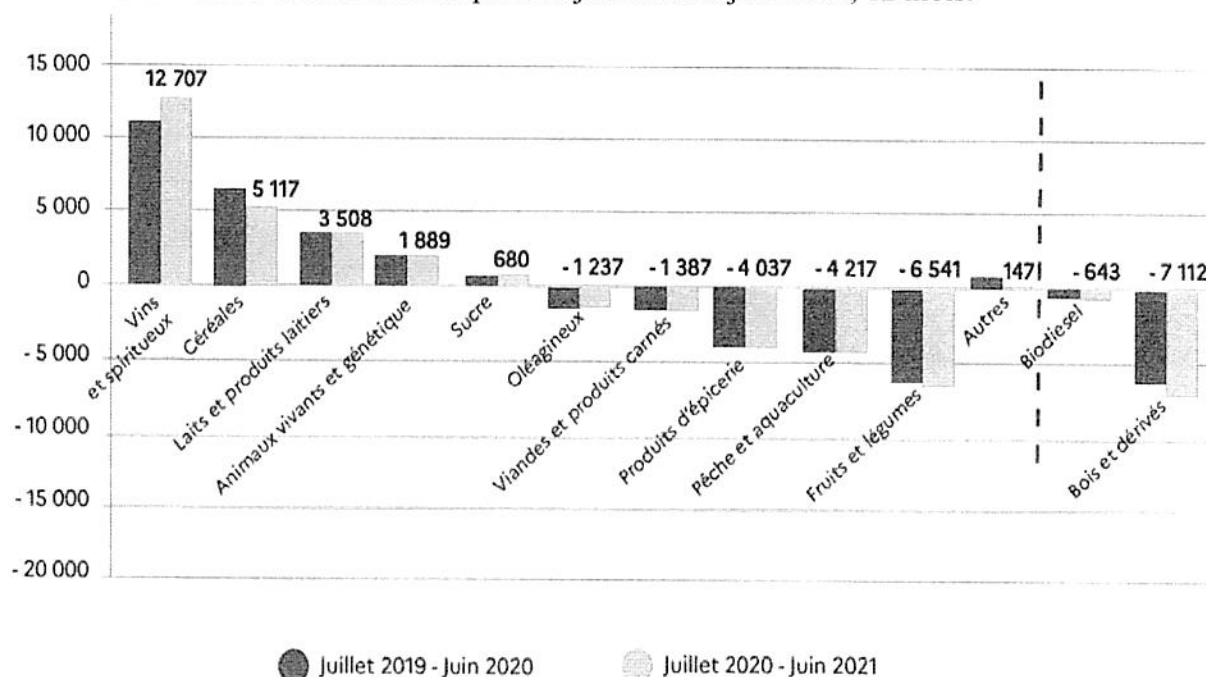
² ETC Group, "Who Will Feed Us?", 2017, document. <www.etcgroup.org>. Les chiffres qui suivent proviennent de cette source.

(...) Toutes les terres ne conviennent pas à toutes les cultures : il est des terres à blé et des terres à vignes ou à maraîchage. Mais des petites parcelles en agroécologie permettent une grande diversité, plus ou moins selon la qualité des terres. En tous les cas, le théorème extrême de David Ricardo doit être absolument remis en question. Rappelons-le, dans la mesure où il justifie le libre-échange depuis deux siècles. Le théorème des avantages comparatifs pose que les pays ont intérêt à se spécialiser dans les productions où ils sont le plus compétitifs, puis à échanger, ce qui augmentera le bien-être de part et d'autre. Cette perspective préside aux destinées du monde depuis le XIXe siècle, et s'incarne aujourd'hui dans la politique de l'OMC et les multiples traités de libre-échange. Peut-être est-ce vrai pour l'efficacité économique et la richesse abordée du seul point de vue quantitatif. Mais des territoires en monoculture sont de vrais déserts, et contraires aux objectifs de souveraineté alimentaire et de préservation de la nature. Si les pays ne se spécialisent pas complètement, un régime de libre-échange revient à mettre en concurrence des espaces aux conditions très différentes. Du fait de l'industrialisation et de subventions publiques massives, les produits des pays du Nord sont moins chers sur les marchés internationaux que les produits des pays du Sud. Les paysans du Sud ne peuvent soutenir cette concurrence déloyale, abandonnent leurs fermes et vont grossir les bidonvilles de mégalo-poles déjà surpeuplées. La nourriture est de moins en moins produite localement et doit être importée, rendant les gens extrêmement dépendants des cours des produits de base sur des marchés internationaux très spéculatifs et volatils. L'exode rural engendre aussi des migrations internationales dont on observe aujourd'hui les effets. En d'autres termes, la conjonction d'une agriculture industrielle subventionnée et du libre-échange est en grande partie responsable de la pauvreté et de la malnutrition dans les pays du Sud.

Source : Extraits de Hélène Tordjman, *La croissance verte contre la nature. Critique de l'écologie marchande*. Paris, La Découverte, 2024 (2021), pages 372-373.

Document 7. Les performances à l'export des filières agricoles et agroalimentaires

En millions d'euros. Situation sur la période juillet 2020/juin 2021, 12 mois.



Source : France AgriMer. Données de la DGDDI, Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, novembre 2021.

Document 8. Marchés financiers et prix des matières premières

Actuellement, environ 200 millions de tonnes de blé sont échangées sur les marchés internationaux (le tiers de la production) soit le double par rapport au début du millénaire et le quadruple du volume des années 1970. Le maïs atteint, lui, 180 millions de tonnes, le soja 170, le riz 60. Si, parmi les principaux pays producteurs, l'Inde et la Chine destinent leur production essentiellement à leurs marchés intérieurs, 80 % des exportations mondiales sont dus à sept pays : la Russie, les États-Unis, le Canada, l'Australie, la France, l'Argentine et le Kazakhstan. Ces toutes dernières années, la Russie a pour la première fois accédé au premier rang. Contrairement aux théories du commerce international et du libre-échange, ces transactions n'aident guère à réduire les inégalités entre les pays mais, par le biais des spéculations, au contraire les aggravent. Les politiques néolibérales favorisent la dérégulation des opérations et leurs logiques court-termistes. L'essor des Bourses et la multiplication des actifs financiers ont orienté les dynamiques économiques globales depuis l'euphorie des années Clinton et Blair jusqu'à la crise de 2008 ; puis, après un ralentissement dans les années qui ont suivi, les spéculations ont repris en intensité à partir de 2015-2016. Comme auparavant, les Bourses de

marchandises sont au cœur de ce mouvement. Les groupes Cargill, ADM, Bunge, LDC (Louis Dreyfus Company) et Glencore, qui contrôlent à eux seuls environ 50 % du commerce mondial de céréales, disposent chacun d'un réseau mondial d'entrepôts de stockage. Depuis le début du millénaire, les plus grandes banques d'investissement — Morgan Stanley, Deutsche Bank, Goldman Sachs — se sont ruées sur les denrées de première nécessité. Les marchés agricoles se sont également ouverts à de nouveaux investisseurs : fonds de placement, caisses de retraite, *hedge funds*, fonds indiciels, investisseurs institutionnels. Entre 2002 et 2008, le nombre de contrats à terme sur les matières premières a augmenté de 500 %, alors que les sommes placées sur ces marchés sont passées de 13 à 260 milliards de dollars. Inévitablement, à partir de 2005, les prix des denrées alimentaires ont connu une forte hausse, qui s'est poursuivie jusqu'au printemps 2008, date à laquelle la spéculation financière a entraîné un emballement vertigineux des cours. Actuellement, seuls 2 % des transactions sur les marchés des matières premières correspondent à des échanges de produits réels. Les 98 % restants concernent des produits imaginaires. En connectant davantage les marchés et les différentes parties du globe, la dérégulation des transactions et l'expansion sans précédent des opérateurs ont accru, au lieu de réduire, le risque de crise alimentaire. Ainsi, la déréglementation des marchés des céréales et des oléagineux, engagée en 1992, et les réformes successives de la PAC ont davantage corrélié les marchés intracommunautaires avec les marchés mondiaux. Ce phénomène a d'abord entraîné une baisse des prix puis, dans un second temps, une augmentation de leur volatilité. Au moment de la crise de 2008, la flambée des prix agricoles est si importante que des émeutes éclatent dans plusieurs pays. En 2008, en Haïti, elles partent des Cayes, au sud de l'île, avant de gagner le reste du pays, où les produits de première nécessité manquent ou sont hors de prix pour la plupart des gens ; bilan : six morts, une centaine de blessés et la chute du gouvernement. À la même époque, des soulèvements semblables se produisent à Dakar, en Indonésie, en Égypte et au Yémen. Ils s'étendent à Conakry en Guinée, à Maputo au Mozambique, dans les principales villes du Burkina Faso, au Cameroun, ainsi qu'au Maroc. Apparu trois ans plus tard, le Printemps arabe doit également beaucoup à ces mouvements de prix, qui en apparaissent rétrospectivement comme un élément déclencheur, bien qu'il soit souvent sous-estimé dans les analyses.

Source : Extraits de Alessandro Stanziani, « Au royaume des spéculations » dans *Les guerres du blé. Une éco-histoire écologique et politique*, Paris, La Découverte, 2024, p. 310.

SESSION 2025

COMPOSITION DE MATHÉMATIQUES

Sujet commun : ENS Ulm – Lyon – Paris-Saclay – ENSAE – ENSAI

DURÉE : 4 heures

L'énoncé comporte 5 pages, numérotées de 1 à 5.

L'usage de la calculatrice est interdit.

Tournez la page S.V.P.

Informations importantes

- * Les problèmes sont indépendants les uns des autres.
- * On peut utiliser les résultats de questions précédentes, en l'indiquant **au moment de les utiliser**.
- * Il est demandé de **soigneusement numéroté les questions**.
- * Il est demandé de **mettre les réponses en évidence**, en les **surlignant**, en les **encadrant**, ou, a minima, en les **soulignant**. L'utilisation de crayon de papier n'est pas recommandée.
- * Il sera fait grand cas de la **clarté**, de la **concision** et de la **précision** de la rédaction.

PROBLEME A.

Pour tout entier $k \geq 1$, on note $M_k(\mathbf{R})$ l'ensemble des matrices réelles $k \times k$, ainsi que I_k la matrice identité de $M_k(\mathbf{R})$. On considère l'application

$$a: \mathbf{R}^3 \longrightarrow \mathbf{R}^3 \\ (x, y, z) \mapsto (x + y + z, y + 2z, z)$$

- (1) (1a) Montrer que a est une application linéaire et exprimer la matrice A représentant a dans la base canonique.
 - (1b) La matrice A est-elle inversible? Si oui, calculer son inverse A^{-1} .
 - (1c) Calculer A^2 .
 - (1d) Calculer $(A - I_3)^2$.
 - (1e) Pour tout entier $k \geq 1$, calculer la trace $\text{Tr}(A^k)$ de la matrice A^k .
- (2) (2a) Déterminer l'ensemble des valeurs propres et des vecteurs propres de a .
 - (2b) La matrice A est-elle diagonalisable?

Pour tout entier $k \in \mathbf{N}$, on note $\mathbf{R}_k[x]$ l'espace vectoriel des fonctions polynomiales à coefficients réels de degré inférieur ou égal à k . On rappelle que la famille $\mathbf{B}_k = \{x \mapsto 1, x \mapsto x, x \mapsto x^2, \dots, x \mapsto x^k\}$ forme une base de $\mathbf{R}_k[x]$. Attention au fait que le j -ème élément de cette base est la fonction polynomiale $x \mapsto x^{j-1}$. On fixe un entier $n \geq 1$ et on considère l'endomorphisme

$$b: \mathbf{R}_n[x] \longrightarrow \mathbf{R}_n[x] \\ P \longmapsto x \mapsto P(x+1)$$

dont on note B la matrice dans la base $\mathbf{B}_n$.

- (3) (3a) Pour $1 \leq i \leq n+1$ et $1 \leq j \leq n+1$, exprimer le coefficient $B_{i,j}$ d'indices i et j de la matrice B .
- (3b) Montrer que b est bijective et calculer l'application réciproque b^{-1} .
- (3c) On note B^{-1} la matrice de b^{-1} dans la base $\mathbf{B}_n$. Pour $1 \leq i \leq n+1$ et $1 \leq j \leq n+1$, exprimer le coefficient $(B^{-1})_{i,j}$ d'indices i et j de la matrice B^{-1} .

(4) Déterminer l'ensemble des valeurs propres et des vecteurs propres de b .

On note $Id: \mathbf{R}_n[x] \rightarrow \mathbf{R}_n[x]$ l'endomorphisme identité.

(5) (5a) Donner l'image de $\mathbf{R}_0[x]$ par l'endomorphisme $b - Id$, c'est-à-dire l'image de la restriction de $b - Id$ au sous-espace vectoriel $\mathbf{R}_0[x]$.

(5b) Pour $1 \leq k \leq n$, donner le noyau et l'image de la restriction de $b - Id$ au sous-espace vectoriel $\mathbf{R}_k[x]$.

(5c) Calculer $(B - I_{n+1})^{n+1}$.

On définit les polynômes

$$E_0: x \mapsto 1, \quad E_1: x \mapsto x, \quad E_2: x \mapsto \frac{x(x-1)}{2}, \quad \dots, \quad E_n: x \mapsto \frac{x(x-1) \cdots (x-(n-1))}{n!}$$

et on admet que la famille $E_n = \{E_0, E_1, \dots, E_n\}$ forme une base de $\mathbf{R}_n[x]$.

(6) Exprimer la matrice M de $b - Id$ dans la base E_n .

On fixe dorénavant un polynôme $P \in \mathbf{R}_n[x]$ et on note, pour tout $k \in \mathbf{N}$,

$$P_k: x \mapsto P(x+k).$$

(7) (7a) Pour $k \in \mathbf{N}$, exprimer P_k à l'aide de P et de l'endomorphisme b .

(7b) Trouver des réels $\lambda_0, \lambda_1, \dots, \lambda_{n+1}$, non tous nuls, tels que $\sum_{k=0}^{n+1} \lambda_k P_k = 0$.

(8) (8a) Soit $Q \in \mathbf{R}_n[x]$ un polynôme vérifiant $Q(x) = x^n \varepsilon(x)$ où $\varepsilon: \mathbf{R} \rightarrow \mathbf{R}$ est une fonction vérifiant $\varepsilon(x) \rightarrow 0$ lorsque $x \rightarrow 0$. Calculer Q .

(8b) Pour $k \in \mathbf{N}$, exprimer P_k dans la base B_n à l'aide des dérivées successives de P .

PROBLEME B.

Pour le moment, on fixe un entier $M \geq 3$. Pour tout entier $n \geq 1$, on considère une variable aléatoire U_n de loi uniforme sur $\{1, 2, \dots, M\}$. On suppose que, pour tout $k \geq 1$, les variables aléatoires $U_1, U_2, \dots, U_k$ sont indépendantes.

(9) (9a) Donner, *sans calcul*, l'espérance $E[U_1]$ de la variable aléatoire U_1 .

(9b) Donner, *sans calcul*, la variance $V[U_1]$ de la variable aléatoire U_1 .

On définit les variables aléatoires Y et W par

$$Y = \begin{cases} 1 & \text{si } U_1 \in \{1, 2\} \\ 0 & \text{sinon} \end{cases}, \quad W = \begin{cases} 1 & \text{si } U_2 \in \{1, 2\} \\ 0 & \text{sinon} \end{cases}.$$

(10)(10a) Donner la loi de Y , son espérance et sa variance.

(10b) Calculer l'espérance $E(Y+W)^2$.

Pour tout $n \geq 1$, on note X_n le nombre de valeurs différentes que les n variables $U_1, U_2, \dots, U_n$ ont prises, c'est-à-dire que X_n est le cardinal de l'ensemble $\{U_1, U_2, \dots, U_n\}$.

(11)(11a) Donner la loi de X_1 , son espérance et sa variance.

(11b) Pour tout $n \geq 1$, donner l'ensemble des valeurs prises par X_n , c'est-à-dire l'ensemble $\{x \in \mathbf{R} : P(X_n = x) > 0\}$.

(11c) Calculer l'espérance $E[X_2]$.

(12)(12a) Calculer la probabilité $P(X_3 = 3)$.

(12b) Calculer la probabilité conditionnelle $P(X_2 = 2 \mid X_3 = 2)$.

Pour $1 \leq k \leq M$, on note T_k le premier instant où l'ensemble $\{U_1, U_2, \dots, U_n\}$ contient k éléments :

$$T_k = \min\{n \geq 1 : X_n = k\}.$$

(13)(13a) Donner sans justification la loi de T_1 .

(13b) Donner sans justification la loi de $T_2 - T_1$.

(13c) Donner sans justification la loi de $T_3 - T_2$.

(13d) Calculer l'espérance $E[T_3]$.

Pour $i \geq 1$, on note $h_i = \sum_{j=1}^i \frac{1}{j}$ et $v_i = \sum_{j=1}^i \frac{1}{j^2}$.

(14)(14a) Montrer que

$$\text{pour } j \geq 1, \quad \int_j^{j+1} \frac{dx}{x} \leq \frac{1}{j} \quad \text{et, pour } j \geq 2, \quad \frac{1}{j} \leq \int_{j-1}^j \frac{dx}{x}.$$

En déduire un encadrement de h_i pour $i \geq 2$.

(14b) Déterminer la limite de $(h_i)_{i \geq 1}$ lorsque $i \rightarrow +\infty$.

(14c) Justifier que la suite $(v_i)_{i \geq 1}$ converge vers une limite finie. *On ne demande pas d'explicitement la valeur de cette limite.*

On admet que les variables aléatoires $T_1, T_2 - T_1, T_3 - T_2, \dots, T_M - T_{M-1}$ sont indépendantes.

(15)(15a) Pour $1 \leq k \leq M - 1$, donner sans justification la loi de $T_{k+1} - T_k$.

(15b) Exprimer $E[T_M]$ en fonction d'un terme h_i pour un i bien choisi.

(15c) Exprimer $V[T_M]$ en fonction de termes h_i et v_i pour un i bien choisi.

(15d) On fixe $\varepsilon > 0$. Montrer que $P\left(\frac{T_M}{Mh_M} - 1 \geq \varepsilon\right) \leq \frac{V(T_M)}{\varepsilon^2 M^2 h_M^2}$.

(15e) En déduire la limite de la probabilité précédente lorsque $M \rightarrow +\infty$.

PROBLEME C.

On considère la fonction

$$f: \mathbf{R}_+ \longrightarrow \mathbf{R} \\ x \longmapsto x e^{-x}.$$

(16)(16a) Déterminer les limites de f à droite en 0 et en $+\infty$.

(16b) Montrer que f est dérivable et calculer sa dérivée.

(16c) Dresser le tableau de variation de f .

(17)(17a) Trouver les points d'inflexion de f .

(17b) Tracer le graphe de f , en faisant apparaître $f'(0)$.

Pour tout entier $n \in \mathbf{N}$, on considère maintenant la fonction

$$f_n: \mathbf{R}_+ \longrightarrow \mathbf{R} \\ x \longmapsto x^n e^{-x}.$$

(18)(18a) Calculer $\int_0^{+\infty} f_0(x) dx$.

(18b) Calculer $\int_0^{+\infty} f_1(x) dx$.

(18c) Pour $n \geq 1$, exprimer $\int_0^{+\infty} f_n(x) dx$ en fonction de $\int_0^{+\infty} f_{n-1}(x) dx$.

(18d) En déduire la valeur de $\int_0^{+\infty} f_n(x) dx$ pour tout $n \in \mathbf{N}$.

(19) Pour tout $n \in \mathbf{N}$, donner un développement limité en 0 à l'ordre $n+3$ de f_n .

On considère une variable aléatoire X de densité f_1 .

(20)(20a) Calculer le moment d'ordre n de X .

(20b) Pour $t \in \mathbf{R}_+$, calculer la probabilité $P(X > t)$.

(20c) Pour s et $t \in \mathbf{R}_+$, calculer la probabilité conditionnelle $P(X > t+s \mid X > t)$.

On introduit la fonction

$$g: \mathbf{R} \times \mathbf{R} \longrightarrow \mathbf{R} \\ (x, y) \longmapsto y e^{-|x|}.$$

(21)(21a) Calculer les dérivées partielles de g aux points où elles sont définies.

(21b) À x fixé, tracer le graphe de la fonction $y \mapsto g(x, y)$.

(21c) Trouver les extremums locaux de g .

(21d) Donner les équations des lignes de niveau de g .

(21e) Tracer la ligne de niveau $\frac{1}{2}$ de g .

On fixe un réel $u_0 \in \mathbf{R}$ et, pour tout $n \geq 1$, on pose $u_n = g\left(\frac{u_{n-1}}{n}, n\right)$.

(22)(22a) Donner, pour tout $n \geq 1$, un encadrement de u_n .

(22b) Calculer la limite de $(u_n)_{n \in \mathbf{N}}$ lorsque $n \rightarrow \infty$.

On fixe un réel $w_0 \in \mathbf{R}$ et, pour tout $n \geq 1$, on pose $w_n = g(w_{n-1}, n)$.

(23)(23a) Montrer que la suite $(w_n)_{n \in \mathbf{N}}$ n'admet pas de limite finie.

(23b) Montrer qu'il existe $n_0 \in \mathbf{N}$ tel que, pour tout $n \geq n_0$, on ait $(n+1)e^{-ne^{-1}} \leq 1$.

On suppose qu'il existe $n_1 \geq n_0$ tel que $w_{n_1} \leq 1$.

(23c) Quelle est la limite de $(w_{n_1+2n})_{n \in \mathbf{N}}$ lorsque $n \rightarrow \infty$?

(23d) Quelle est la limite de $(w_{n_1+1+2n})_{n \in \mathbf{N}}$ lorsque $n \rightarrow \infty$?

SESSION 2025

ALLEMAND

Langue vivante étrangère

Sujet commun : ENS Paris-Saclay, ENSAE, ENSAI, INSEE

Durée : 3h

TOURNEZ LA PAGE S.V.P

ALLEMAND

I. VERSION : Traduire en français le texte suivant :

In der Meistererzählung der „nachholenden Modernisierung“ Ostdeutschlands dominierte die Vorstellung einer auch mentalen und kulturellen Angleichung. Auf die „objektive“ Modernisierung der Strukturen und Institutionen sollte die „subjektive“ Modernisierung der Soziokulturen, Mentalitäten und Habitusformen folgen. Konkreter: Mit dem Rechtsstaat, der Markwirtschaft und der parlamentarischen Demokratie käme es allmählich zu einem sozialisatorischen Einfädeln¹ in die „westlichen“ Institutionen. Das Erbe der DDR werde hingegen sukzessive verblassen. Während diejenigen, die noch von der DDR politisch geprägt wurden, sich nur langsam umstellen würden, seien die Jüngeren in andere Verhältnisse hineingeboren. Eine zweite Interpretation nennt eine Zusatzbedingung, die erfüllt sein müsse, damit eine Mentalitätsangleichung von Ost an West stattfinden könne: Die Unterschiede würden nur verschwinden, wenn es auch zu einer Angleichung der sozialen Verhältnisse komme. Hier dachte man vor allem an sozioökonomische Problemlagen und den wirtschaftlichen Abstand zwischen Ost- und Westdeutschland.

Heute müssen wir konstatieren, dass diese Art der kulturellen Anverwandlung² nur teilweise stattgefunden hat. Studien zum politischen Verhalten finden im Ost-West-Vergleich weder Konvergenz noch Divergenz, sondern – recht unabhängig von ökonomischen Bedingungen und der Frage der Sozialisation – einen Fortbestand bedeutsamer Unterschiede. Begriffe wie „Gegenkultur“ oder „Subkulturalisierung“ sind zur Beschreibung solcher Phänomene zu stark, eher schon handelt es sich um einen spezifischen Komplex von Deutungen, Vorstellungen und politischen Werthaltungen. (...)

In der deutsch-deutschen Wirklichkeit haben wir es vermutlich (...) mit erkennbaren, zum Teil markanten Besonderheiten zu tun. Ostdeutschland ist kein wertemäßiger Monolith und doch in vielerlei Hinsicht unterscheidbar. Meine Gegenthese zur Behauptung des Literaturwissenschaftlers Dirk Oschmann³, der Westen würde den Osten „nur“ erfinden, wäre dann doch, dass sich unter der Hand erkennbare Differenzen in der politischen Kultur festgesetzt haben, die eben nicht bedeutungslos sind.

Nach : Steffen Mau⁴ : „Ungleich vereint- Warum der Osten anders bleibt.“ (Kapitel 1: Ossifikation statt Angleichung)⁵- Suhrkamp, 2024

II. QUESTION : Répondre en allemand à la question suivante (200 mots)

Steffen Mau vertritt die Meinung, dass sich „jenseits ungleicher ökonomischer Bedingungen und möglicher Sozialisationseffekte der DDR ein eigenständiger⁶ Kultur- und Deutungsraum Ostdeutschland herausgebildet hat.“

Teilen Sie diese Meinung? Führen Sie konkrete Beispiele an, um ihren Standpunkt zu untermauern und zu illustrieren!

¹ Sich ein-fädeln in: s'insérer dans

² Die Anverwandlung = die Übernahme, die Aneignung und Verinnerlichung

³ Dirk Oschmann veröffentlichte 2023 ein Buch, dessen Titel lautet „Der Osten: eine westdeutsche Erfindung“. (Ullstein Verlag)

⁴ Steffen Mau ist Professor für Makrosoziologie an der Humboldt-Universität in Berlin.

⁵ Ne pas traduire le titre.

⁶ Eigenständig = autonom

SESSION 2025

ANGLAIS
Langue vivante étrangère

Sujet commun ENS Paris-Saclay, ENSAE, ENSAI, INSEE

Durée : 3h

TOURNEZ LA PAGE S.V.P

ANGLAIS

I. Version

Traduire en français le texte ci-dessous.

Why are Remainers so weak in post-Brexit Britain?

This is one of the stranger puzzles of British politics. The pro-European cause is popular; its advocates are ineffective. It has millions of supporters but little hard influence in Westminster. Its power is latent, not manifest. Why?

A mass movement in favour of EU membership was mostly absent for Britain's 47 years in the club; it didn't materialise in the referendum of 2016. But the chaos that followed the vote radicalised a class of diffident, comfortable voters, who turned out for huge marches in odd berets. At its peak, People's Vote, which ran the campaign for a second referendum, raised £100,000 a week, from email donations alone.

Rather than melt away, hostility to Brexit has since risen: voters think it was the wrong decision by a wide margin. For some it has hardened into a resilient new form of political identity. More than a quarter of Remain supporters still say that criticism of their cause "feels like a personal insult", according to the 2023 British Election Study.

Such folk are concentrated in Sir Keir's electoral coalition. Some 78% of Labour voters say they would rejoin the EU, and 69% of them would favour a referendum within five years. Only a third say the matter is definitely settled. It is true the issue has fallen as a priority for Labour voters since the Brexit years, but they still rank Europe alongside immigration and education, and ahead of crime and tax, as a national priority. Sir Keir contends that Britain is tired of hearing about Brexit. For many of his supporters, that is just not the case.

What they lack most is a toehold in Parliament. The Liberal Democrats dialled back their support for Europe as they pursued Tory voters in the election in July. Labour has lined up behind Sir Keir thus far. Many MPs found the Brexit schism traumatic; the Labour Movement for Europe, a caucus, has been marginalised. But that can change. Were they more organised and more ruthless, Remainers would be dangerous.

The Economist, 4 September 2024 (342 words)

II. Expression écrite

Répondre en anglais à la question suivante en 200 mots (+/-10%).

To what extent did Brexit reveal fractures within the British society?

SESSION 2025

ESPAGNOL

Langue vivante étrangère

Sujet commun ENS Paris-Saclay, ENSAE, ENSAI, INSEE

Durée : 3h

TOURNEZ LA PAGE S.V.P

ESPAGNOL

1. Version

Traduire en français le texte suivant :

50 años de la muerte de Franco: recuérdalo tú y recuérdalo a otros

(...) El análisis racional del pasado nos ayuda a situarnos en el mundo, a ser conscientes de que somos efímeros, pero formamos al mismo tiempo parte de una secuencia más amplia. Una secuencia que no es además una mera evolución lineal que deba asumirse acríticamente, porque nadie puede ni piensa modificar la historia, pero, como cantaba el poeta, encarnar el pasado no significa darlo por bueno.

Las conmemoraciones ofrecen una magnífica oportunidad para reflexionar colectivamente sobre todas estas cuestiones, y de hacerlo con la pluralidad de visiones e interpretaciones inherentes a cualquier sistema parlamentario y descentralizado. Resulta por tanto difícil de comprender, por su incoherencia, que los mismos que se llenan la boca con la necesidad de celebrar acontecimientos como la colonización de América, los centenarios de Isabel la Católica y la reconquista, se cierran en banda ante la oportunidad de conmemorar una reconquista mucho más cercana e igualmente decisiva, la reconquista de la democracia. (...)

La conmemoración de la muerte de Franco va a tener lugar en cualquier caso, con independencia de lo que nosotros mismos decidamos. La fuerza simbólica de la Guerra Civil y el legado del exilio republicano forman parte de la educación sentimental de varias generaciones europeas y americanas, para las que contemplar e incluso participar en la lucha antifranquista de los años finales de la dictadura fue toda una escuela de formación en la cultura política del compromiso y la democracia. (...)

Ronald Fraser, había ya señalado el camino de la memoria democrática con una obra que daba voz por primera vez a los vencidos, de la mano de los versos de uno de ellos, que dan título igualmente a esta tribuna. Se trata del poeta sevillano Luis Cernuda, al que José María Aznar gustaba de citar, aunque él no quiera recordarlo y a otros muchos les convenga olvidarlo.

Nicolás Sesma, 29 de diciembre de 2024, elpais.es

2. Question

Répondre en espagnol en 200 mots à la question suivante

El documento nos habla de los intentos, desde la política española, de recordar y reescribir la historia en el marco del cincuentenario de la muerte de Franco. Estas mismas dinámicas hemos podido verlas en relación con otros eventos de la historia de distintos países del mundo hispano. ¿Qué es, en su opinión, lo que motiva principalmente estos procesos? Ilústrelolo con dos ejemplos hispanoamericanos, uno de memoria y otro de revisión de la historia.

SESSION 2025

ITALIEN

Langue vivante étrangère

Sujet commun : ENS Paris-Saclay, ENSAE, ENSAI, INSEE

Durée : 3h

TOURNEZ LA PAGE S.V.P

ITALIEN

Numero chiuso alla Fontana di Trevi: ma è giusto?

(...) Dopo la sperimentazione del numero chiuso, a dicembre, i turisti dovranno pagare per sedersi per 30 minuti sui gradini di Fontana di Trevi. Per i romani, invece, nessun pedaggio. Lo scopo sarebbe contrastare l'assedio quotidiano alla celebre scenografia di Nicola Salvi, inaugurata nel 1762, canto del cigno della Roma barocca. L'operazione sembra riprendere su scala puntuale il principio adottato invece a livello urbano da Venezia. In linea teorica le finalità dichiarate non possono che essere condivise: ridurre l'impatto del sovraffollamento turistico. Che i centri storici scricchiolino sotto una inedita pressione antropica è un dato di fatto. Ma davvero queste soluzioni consentono di bilanciare conservazione e valorizzazione, cultura ed economia, qualità dell'offerta e della domanda, oltre che salvaguardare il diritto di accesso?

La domanda non è peregrina per un fatto preciso: l'ammissione è a pagamento. Il sospetto è che, oltre agli obiettivi dichiarati, ci sia anche il desiderio di fare cassa. Nel caso veneziano, dove non c'è neppure il numero chiuso, il ticket non serve certo a frenare l'assalto a piazza San Marco: appare più semplicemente una tassa di soggiorno mascherata, alla quale fino a ora sfuggiva chi non pernotta.

(...) Qui c'è in gioco l'evaporazione dell'originaria natura pubblica dello spazio: ossia liberamente disponibile tanto ai cittadini quanto agli ospiti. Fontana di Trevi nasce come un gesto di gratuità. Celebrativo certamente, paternalistico forse: ma di sicuro gratuito. Le stesse sedute attorno all'acqua sono state pensate per l'ozio. Un salutare spreco di tempo, la cui durata non può essere sottoposta a un timer. È lo stesso dilemma che grava sull'ingresso a pagamento nelle chiese. L'introduzione di un biglietto risolve almeno in parte un problema – la manutenzione e la custodia del bene – ma ne apre un altro, meno quantificabile sotto il profilo contabile ma molto concreto: la separazione tra valore culturale e valore culturale dell'edificio.

(...) C'è un ultimo paradosso. Si sta delineando un cortocircuito tra i musei da una parte, proprio quelli che un cliché vuole luoghi chiusi, fortezze di una cultura esclusivista, ma che sempre stanno diventando spazi aperti, inclusivi, partecipativi, con una speciale focalizzazione sulla capacità di generare cittadinanza – in sintesi, una nuova interpretazione, espansa, della propria, storica missione pubblica – e dall'altra i beni culturali urbani vengono "musealizzati" in senso retrivo, ossia sottratti al tempo e allo spazio che era loro proprio: la loro nativa, fondativa dimensione cittadina. Sottratti, potremmo dire, al loro essere *res publica*: bene comune. Ma si può fare cittadinanza senza città?

(Alessandro Beltrami, *Avvenire*, 11 settembre 2024 – testo accorciato)

1. Tradurre in francese da “Dopo la sperimentazione del numero chiuso” a “sono state pensate per l'ozio”.

2. Domanda (200 parole):

Come limitare il sovraffollamento turistico?

SESSION 2025

RUSSE

Sujet commun ENS Paris-Saclay, ENSAE, ENSAI, INSEE

Durée : 3h

TOURNEZ LA PAGE S.V.P

RUSSE

VERSION : (traduire le texte suivant en français, titre compris)

Правительство множит меры по стабилизации цен на продовольствие

Правительство в пятницу снова продлило [...] до 2026 года продовольственное эмбарго, введённое РФ в 2014 году. Набор продуктов, которые запрещается ввозить, остался прежним — это мясо и колбасы, рыба и морепродукты, овощи и фрукты, молочная продукция. [...]

Также в пятницу прошло совещание о ситуации на продовольственном рынке — на фоне роста цен они стали регулярными. По данным Росстата, за январь—октябрь цены выросли на 6,57% (против 5,47% годом ранее). [...] По словам вице-премьера Дмитрия Патрушева, рост цен связан с повышенным спросом [...]

Названные вице-премьером механизмы сдерживания продовольственной инфляции в целом известны.

Во-первых, это добровольные соглашения регионов с производителями и сетями о стабилизации цен. [...]

Торговые сети будут стимулировать установку долгосрочных договоров с производителями овощей и картофеля [...]. Ранее Минсельхоз сообщал о снижении урожая [...], которое планируется компенсировать импортом из дружественных стран. [...]

Для поддержки импорта [...] Совет ЕЭК¹ установил на период с 1 января по 31 июля 2025 года тарифные льготы в виде освобождения от уплаты пошлины [...].

Директор Центра конъюнктурных исследований ВШЭ Георгий Остапкович отметил [...] : « Рост доходов повлиял на увеличение спроса, а предложение осталось тем же или даже чуть сократилось ». Глава Центра агропродовольственной политики ИПЭИ РАНХ² Наталья Шагайда добавляет, что сказались дефицит кадров и рост зарплат для их привлечения, ослабление рубля, усложнение поставок и удорожание топлива.

По мнению Георгия Остапковича, [...] « долго держать цены производители не будут » : договоренности на уровне регионов уже применялись — цены действительно снижались, но производители начинали поставлять продукцию в соседние области, где ограничений не было. Наталья Шагайда напоминает : « если ограничить цену на продукт на уровне, невыгодном для производителя, он повысит цены на другие ».

Евгения Крючкова, « Коммерсантъ », 2 декабря 2024

QUESTION : (répondre en russe à la question suivante en 200 mots)

По Вашему мнению, с чем связана продовольственная инфляция и возможна ли её стабилизация ?

¹ Евразийская экономическая комиссия.

² Института прикладных экономических исследований Российской Академии народного хозяйства.